

Pas de revenu de base inconditionnel, pas de gel des admissions mais de la compétitivité, une application correcte de la loi

Berne, le 28 août 2015

Communiqué de presse

Pas de revenu de base inconditionnel, pas de gel des admissions mais de la compétitivité, une application correcte de la loi

Le PLR est prêt pour la dernière session de la 49e législature

Avec l'initiative populaire « Pour un revenu de base inconditionnel », c'est une nouvelle attaque envers le contrat de société qui figure sur le programme de la session. Tout le monde devrait recevoir de l'argent de l'Etat, sans avoir à fournir le moindre effort. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux refuse cette initiative à l'unanimité. Guidé par l'illusion que tout doit être dirigé par l'Etat, le Conseil fédéral s'accroche au gel des admissions pour les médecins. Le PLR refuse cette mesure. Dans le cadre d'une restructuration du domaine de l'asile, le PLR est enclin à trouver des solutions tandis que l'UDC essaie de faire passer un moratoire immédiat dans le domaine de l'asile, dont la mise en œuvre est impossible.

Durant la dernière session de cette législature, le Conseil national décidera s'il souhaite permettre à toutes les personnes vivant en Suisse de percevoir un « revenu de base inconditionnel ». Les initiants exigent qu'un revenu mensuel soit versé à chaque adulte, jeune et enfant, indépendamment du fait que la personne travaille ou non. Cela bouleverserait totalement le contrat de société. Non seulement les personnes dans le besoin, mais également celles qui perçoivent un salaire, recevraient un soutien financier. Pour cela, 200 milliards de francs supplémentaires par an devront être prélevés via les impôts. Le PLR refuse un « revenu inconditionnel ».

Pas de gel des admissions mais de la compétitivité

Le gel des admissions pour les médecins n'a jamais fonctionné jusqu'à présent et malgré cela, il devrait être intégré dans la loi avec le « pilotage du domaine ambulatoire ». La concurrence en matière de qualité doit remplacer le gel des admissions, outil d'une économie planifiée. Le PLR veut des soins équilibrés grâce aux tarifs de la LAMal adaptés selon les régions. Nous avons déposé une motion à ce sujet. Les patients doivent pouvoir s'informer sur la qualité des hôpitaux et des médecins. Les classements et les études comparatives doivent être publiés par des organismes indépendants. En cas d'offre excédentaire, les partenaires contractuels et les autorités de surveillance peuvent effectuer les démarches nécessaires.

Domaine de l'asile : appliquer la loi correctement

Avec la restructuration du domaine de l'asile, le parlement a la possibilité de se consacrer aux problèmes urgents. Au lieu de coopérer de manière constructive, l'UDC veut sécuriser nos frontières avec l'armée et imposer un moratoire dans le domaine de l'asile dont la mise en œuvre est irréalisable. Elle a d'ailleurs obtenu une session extraordinaire. Le PLR, au contraire, a

Pas de revenu de base inconditionnel, pas de gel des admissions mais de la compétitivité, une application correcte de la loi

présenté des mesures efficaces, dont certaines ont d'ores et déjà été adoptées par le parlement. Il y a clairement un manque de volonté de la part du Conseil fédéral de mettre en œuvre les décisions parlementaires et d'améliorer la situation actuelle. Les lois doivent enfin être appliquées comme il se doit, les procédures d'asile doivent être accélérées et les renvois doivent se faire dans le respect de la loi et de manière conséquente.

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts

- › Gabi Huber, présidente du groupe parlementaire libéral-radical, 076 331 86 88
 - › Felix Gutzwiller, vice-président du groupe parlementaire libéral-radical, 079 419 32 55
 - › Ignazio Cassis, vice-président du groupe parlementaire libéral-radical, 079 318 20 30
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48
-

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne.